

Transition politique et Transition démocratique

par Marc Maesschalck

Politique et / ou démocratique, la transition est devenue un de ces concepts-bateaux qu'affectionnent tant les médias que les institutions internationales et leurs experts. Bien entendu, le concept a ses références qui remontent aux années 1990. Des interventions onusiennes, la mise en place et l'accompagnement de processus électoraux, le changement-phare en Afrique du Sud, mais aussi le Cambodge, Haïti, le Salvador, le Rwanda, l'ex-Yougoslavie, l'Irak... Properment, les transitions militaires et violentes ont occulté les processus pacifiques. Avec les situations plus récentes en Tunisie et en Côte d'Ivoire, le terme a presque disparu devant la montée des risques de guerre civile et d'extrémisme. Sur le plan politique, l'ordre transitionnel a fait son temps. Nous sommes aujourd'hui confrontés à la fin d'un système hégémonique basé sur le contrôle des énergies carbonées et des flux

Pourtant, il reste un secteur où le terme « transition » devrait garder une actualité brûlante.

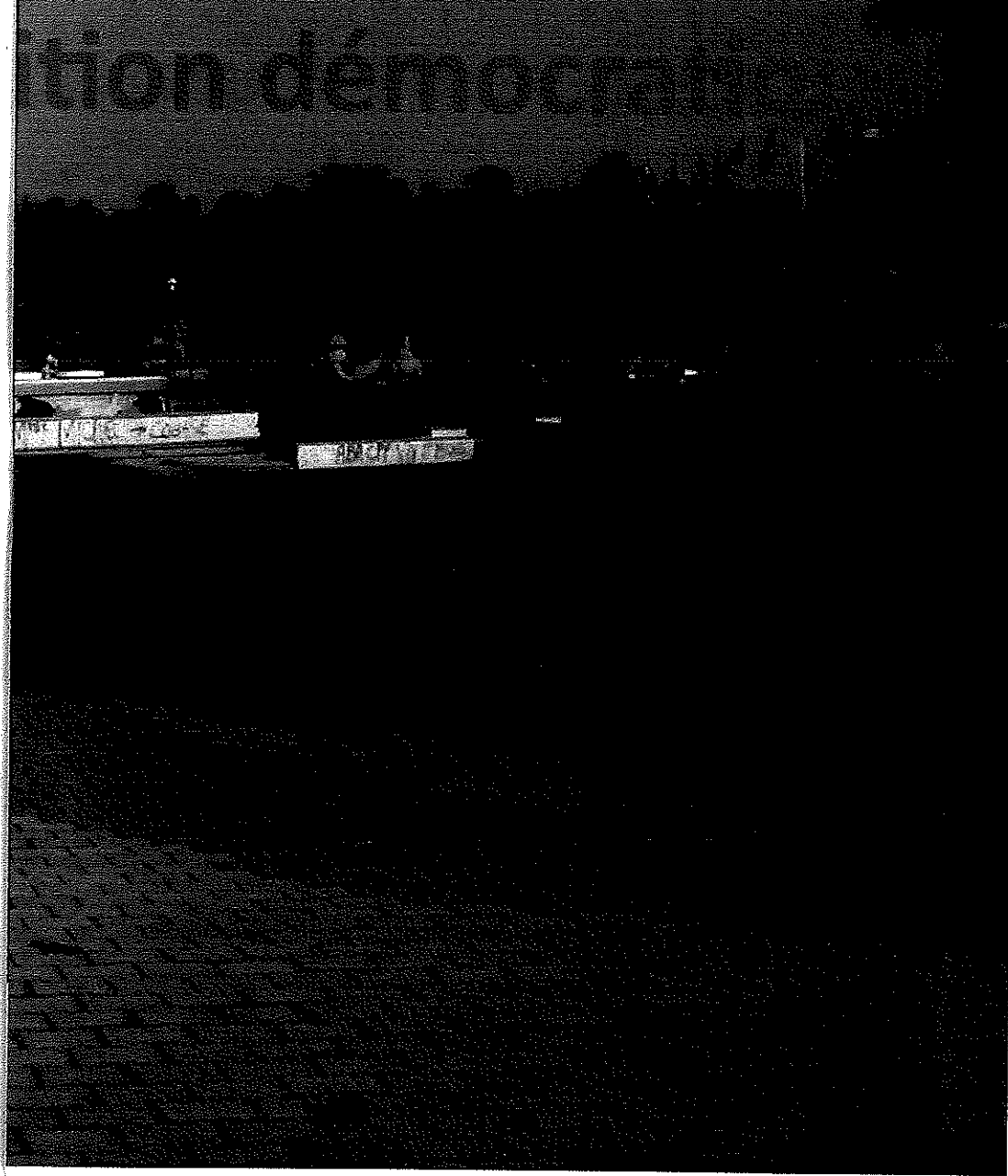
financiers qu'ils engendraient. L'heure est à la recomposition des rapports de force entre grandes puissances et puissances émergentes. Les économies construites sur le pétrole cher se sont rapidement écroulées en Amérique Latine et en Afrique.

Pourtant, il reste un secteur où le terme « transition » devrait garder une actualité brûlante. Il s'agit de l'écologie. Dans ce cas, « transition » ne signifie plus en finir avec un régime politique pour en commencer un autre, comme s'il s'agissait uniquement de personnes, de partis et d'organisations. La « transition écologique », c'est l'appel à un changement radical dans les modes de production et dans l'ensemble du système économique globalisé basé sur la circulation des marchandises et l'exploitation sans limite des ressources matérielles et humaines les moins chères. Mais ce changement demande un travail en profondeur : un retour vers la préservation du

local et de ses circuits courts, une mobilisation sociale en faveur du partage raisonné des ressources (transport, alimentations, loisirs, etc.).

Peut-être ce besoin de transition écologique pourrait nous apprendre ce qu'est une transition politique au sens fort : un changement des institutions et non d'abord des personnes, un abandon des politiques qui pénalisent un pays (la corruption, le clientélisme, la fraude, etc.), une concertation de toutes les parties concernées dans la société civile pour définir les priorités de gouvernement. La transition politique, ce serait alors mettre en place collectivement une nouvelle gouvernance de la classe politique. En finir avec les blocages et les jeux vides de pouvoir...

Sommes-nous capables d'entendre cette leçon qu'imposent l'environnement, la planète, le désastre écologique aujourd'hui. Le risque serait encore de chercher à s'arranger avec l'écologie comme on a



de préoccupations sociales de base en lien précisément avec la crise écologique et les risques climatiques. Mendez nous apprend que la clé d'un processus de transition démocratique réside dans l'autonomie que parviennent à construire les organisations de la société civile. Celle-ci a une double vertu : elle est préfigurative, au sens où elle permet d'anticiper à terme le type d'institution que l'on tentera d'instaurer à l'avenir ; mais elle est également émancipatrice au sens fort, c'est-à-dire qu'elle permet ce processus de subjectivation des acteurs qui, en les consolidant dans leur projet, leur permet aussi de s'articuler à d'autres et d'entreprendre une véritable co-construction de l'espace public. Mendez parle de « production des subjectivités émancipatrices ».

Le risque fondamental des processus de transition politique est là. Ils hypothèquent la démocratie quand ils capturent l'espace public et empêchent les organisations de la société civile d'accroître leur autonomie en participant à l'orientation des décisions sur le futur commun. On observe alors une déliquescence de ces organisations, un délitement des solidarités naturelles et une perte de confiance dans le pouvoir de vivre ensemble au-delà du jeu des transitions.

tenté de s'arranger avec la démocratie. Faire de la transition pour changer l'équilibre des intérêts en présence en perdant le moins possible et en ouvrant les possibilités de réforme le moins possible. Dans ce genre de calcul coût/bénéfice, doublé d'un respect des intérêts majoritaires en présence, conduit inévitablement à marginaliser tout autant l'incertitude engendrée par de véritables réformes socio-économiques et l'intérêt financièrement minoritaire d'une majorité silencieuse et pourtant concernée au premier chef.

Sur la scène internationale, on parle peu des transitions démocratiques qui ont marqué plusieurs pays latino-américains ces dernières années. Pourtant, des auteurs comme Florence Brisset-Foucault, Marc Saint-Upéry, Yves Sintomer et Alain Lipietz attireraient l'attention il y a une dizaine d'années sur des spécificités de ce modèle de transition démocratique qui se démarquaient des axiomes

habituels de la gauche. Selon eux, si la capacité de fournir des prestations sociales de base était la clé d'un modèle garantissant le bien-être, celui passait par la capacité de mettre en place d'autres mécanismes de représentation garantissant par exemple le rôle des minorités indigènes, la place accordée à la démocratie locale et donc à la décentralisation, le rôle de nouveaux types de processus de réforme agraire en lien à l'écologie, ainsi que de politiques sociales plus ciblées sont autant d'éléments pointés par les auteurs.

Personnellement, il m'aura fallu rencontrer un chercheur comme Hector Mendez pour mieux comprendre l'ampleur et la diversité de nouveaux mouvements sociaux, articulés à l'économie informelle et à la politique des genres. Les transitions démocratiques latino-américaines ont encore beaucoup à nous apprendre de l'émergence d'un autre type de « pouvoir populaire » et

Mendez nous apprend que la clé d'un processus de transition démocratique réside dans l'autonomie que parviennent à construire les organisations de la société civile.

Haïti Monde

Publié par l'Association Haïti Monde
138, Lot. Cannes en Fleur
97 115 Sainte Rose

Directeur de publication
Fritz CALIXTE

Rédactrice en chef
Marie E. PAUL

Collectif de rédaction
Serge A. NZAMBA
Dimitri BECHACQ
Robertson EDOUARD
Marie MEUDEC
Faubert BOLIVAR
Martine MARTIAL
Websder CORNEILLE
Louis SALA-MOLINS
Marc MAESSCHALCK
James DARBOUZE
Jean-Jacques CADET

Délégué Amérique
M.-A. MERCIDIÉU

Distribution Haïti
Aris FRANCOIS

Médiateur
Thierry SAINT-CLAIR

Image de couverture
Le Serment des ancêtres,
Guillaume Guillon-Lethière - 1822
© Propriété de l'Etat haïtien